

# Castaner envoie ses tontons Macoute dégommer les Gilets Jaunes

écrit par Christine Tasin | 17 décembre 2018



Castaner, syndicats et réseaux sociaux attaquent les Gilets Jaunes...

Le bouledogue de la place Bauvau a décidé de mordre, aidé par les soutiens officiels du système, syndicats et réseaux sociaux. Cachez cette valetaille en jaune qui fait désordre dans la France de Macron.

Castaner a décidé de faire disparaître toutes les cabanes des ronds-points. Il veut, par la force, nettoyer la France et la débarrasser des Gilets Jaunes. Bientôt ils vont fouiller nos voitures pour nous confisquer nos Gilets jaunes... Et il a avec lui, naturellement, Ferrand, Président de l'Assemblée nationale :

<https://actu.orange.fr/politique/videos/gilets-jaunes-richard-ferrand-appelle-a-une-evacuation-des-barrages-VID0000002JfJZ.html>

Pendant ce temps, Macron-Philippe envoient les syndicats félons et soumis faire de l'entrisme chez les GJ et prendre le dessus...

## **Témoignage de Fréjusien**

Ce qui est très grave aussi, c'est que je vois arriver sur les sites GJ de plus en plus de gris envoyés par les syndicats, FO et CGT sur l'un, CFDT sur l'autre, celui-là veut associer le préfet de son département et Greenpeace aux réunions de prise de décisions,

Les GJ vont se faire mettre bien, ils n'ont aucune expérience ni de la politique, ni de la ruse des syndicats,

Du coup, beaucoup se désolidarisent du mouvement, et la fracture va faire échouer le mouvement, plus question de macron-démission, mais toutes sortes d'ententes et de compromissions

En même temps, les réseaux sociaux ont entrepris un gros nettoyage, pages fermées, comptes fermés... dès que l'on parle de mobilisation des Gilets Jaunes.

## **Autre témoignage de Fréjusien**

Dernière info, les publications qui vont contre EM et contre BFM sont supprimées ce matin, la censure de FB bat son plein,

le gouvernement va essayer de couper le moyen de communication des GJ.

Et je ne parle pas des violences policières contre de paisibles citoyens manifestant, histoire de faire peur à tous et de dissuader les Français de poursuivre leur mobilisation.

Je ne sais pourquoi, en lisant les témoignages que l'on nous envoie de partout, je pense aux [Tontons Macoute de Duvalier...](#), Même si la France n'est pas -encore- Haïti elle y ressemble de plus en plus :

Avez-vous jamais vu un tel déchaînement de violence contre les racailles en émeute ?

Castaner sera-t-il le Jules Moch de Macron ?



En 1947, il est nommé ministre de l'intérieur en vue de se confronter aux [grèves](#) de novembre-décembre 1947, qui font suite à l'arrestation de militants communistes à Marseille puis l'assassinat d'un jeune manifestant par des mafieux du quartier « chaud ». Dans un contexte de pénurie générale, de stagnation des salaires et de répression syndicale dans le bassin minier du Nord, la majorité « unitaire » de la CGT reprend ce mouvement sous son égide, et la confrontation s'amplifie. Jules Moch montre une grande fermeté pour assurer la reprise du travail<sup>13,14</sup>. Le point d'orgue des troubles se situe dans la nuit du 2 au 3 décembre 1947, lorsque des saboteurs provoquent le [déraillement du train Paris-Tourcoing](#), occasionnant ainsi 16 morts et environ trente blessés<sup>13,15,16</sup>. Pour l'historien Philippe Robrieux, « l'initiative de ce déraillement revient à d'anciens activistes de la clandestinité qui croyaient ainsi arrêter un train de CRS »<sup>17</sup>. Quelle que soit l'origine de cette attaque, elle est dénoncée par tous les partis.

Le [Coup de Prague](#) de février 1948 suscite de vives inquiétudes et fait craindre des événements comparables en France<sup>18</sup>. Pour rationaliser son dispositif, Jules Moch crée grâce à la loi du 21 mars 1948 les inspecteurs généraux de l'administration en mission extraordinaire ([IGAME](#)), qui préfigurent les premiers préfets régionaux et la mise en place ultérieure d'une administration territoriale au niveau régional<sup>19</sup>.

Le [9 octobre 1948](#), [Henri Queuille](#), président du Conseil (de tendance radicale) depuis le 11 septembre 1948 – il forme le cinquième cabinet de la [Troisième Force](#) depuis l'éviction des ministres communistes en mars 1947 et la fin du [tripartisme](#) –, dénonce le « caractère insurrectionnel » des [grèves en cours dans les mines](#). Ces nouvelles grèves, qui prennent des allures révolutionnaires notamment dans les [charbonnages du Nord](#), sont déclenchées en [octobre 1948](#) par la CGT en raison d'un retard des salaires sur les prix de plus de 30 %, l'inflation étant alors un mal chronique malgré l'[aide américaine](#) et la suppression des avantages acquis à la Libération, décidée par le ministre de l'Industrie, [Robert Lacoste](#)<sup>20</sup>.

Pour contrer la grève, Jules Moch mobilise 60 000 CRS et soldats, qui se heurtent aux 15 000 grévistes retranchés dans les puits, et leur imposent, fin novembre une cuisante reprise du travail. À la faveur de la lassitude des travailleurs et des divisions des syndicats, [la répression est sévère, avec plus de 3 000 licenciements, six morts et de nombreux blessés](#)<sup>21</sup>. Les [communistes](#) gardent contre Jules Moch un profond ressentiment<sup>22</sup>.

Wikipedia